

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
11 mars 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 8 mars 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre du Gouvernement géorgien, je tiens à attirer une nouvelle fois l'attention du Conseil de sécurité sur l'intensification croissante des tensions en Abkhazie (Géorgie), imputable à la fois aux actes des séparatistes abkhazes et à des facteurs externes.

La partie géorgienne est profondément préoccupée de constater que, cette fois-ci, c'est une déclaration de la Douma de la Fédération de Russie qui obscurcit les perspectives de progrès véritables dans le processus de paix en cours en Abkhazie (Géorgie).

L'organe législatif de la Fédération de Russie, excipant d'arguments sans fondement, a adopté une déclaration donnant à la Géorgie tout lieu de craindre que la position sur laquelle s'étaient entendus les présidents de l'État géorgien et de la Fédération de Russie ne soit fortement compromise. Cet acte, ainsi que les élections organisées illégalement le 2 mars 2002 par le régime abkhaze (S/2002/220), est un encouragement au séparatisme.

Ce nonobstant, le Gouvernement géorgien réitère son attachement au principe du règlement pacifique de tous les problèmes, se prévalant de l'appui sincère de la communauté internationale et de tous les États amis, y compris la Fédération de Russie.

Aussi, ai-je l'honneur de vous faire tenir ci-joint copie de la déclaration sur ce sujet, en date du 7 mars 2002, émanant du Ministère des affaires étrangères de la Géorgie (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre ainsi que son annexe en tant que document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Peter **Chkheidze**



**Annexe à la lettre en date du 8 mars 2002
adressée au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent de la Géorgie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais et russe]

Déclaration du Ministre géorgien des affaires étrangères

Après les événements tragiques du 11 septembre, la Géorgie, appuyant sans réserve la coalition internationale antiterrorisme et répondant à l'obligation de lutter activement contre ce fléau, a pris toutes les mesures nécessaires, en étroite coopération avec ses partenaires dans la coalition, pour éviter que son territoire puisse être utilisé de quelque manière que ce soit par des structures terroristes internationales et établir, dans ce but, les contrôles indispensables, orienter le régime légitime et assurer que la loi et l'ordre règnent dûment sur tout le territoire de l'État.

Les aspirations de la Géorgie qui souhaite, avec l'aide des États amis, et en particulier des États-Unis, former des unités antiterroristes géorgiennes, renforcer les forces armées et la sécurité nationale, ont été malheureusement mal interprétées par certaines des forces politiques de la Fédération de Russie, notamment par des députés de la Douma. En témoigne la Déclaration adoptée le 6 mars 2002 par la Douma de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie concernant la situation en Géorgie en relation avec la présence militaire des États-Unis sur le territoire géorgien.

Le Ministre géorgien des affaires étrangères estime que les déclarations du législateur russe concernant les menaces, fabriquées de toutes pièces, pour la sécurité non seulement de la Fédération de Russie mais aussi des républiques autoproclamées d'« Abkhazie » et d'« Ossétie du Sud », en relation avec la coopération de la Géorgie et des États-Unis dans la lutte contre le terrorisme, sont absurdes.

Il est, à tout le moins, surprenant qu'alors qu'elle déclare vouloir respecter l'intégrité territoriale de la Géorgie, la Douma appelle très clairement la Fédération de Russie à nouer de plus étroites relations avec les dirigeants des régimes séparatistes et envisage la possibilité qu'elle s'adresse unilatéralement aux séparatistes pour ce qui concerne la sécurité de sa frontière. En déclarant, simultanément, que « la Douma est prête à examiner d'autres moyens pour parvenir à constituer en États l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, que plus de 300 000 civils ont été contraints de fuir du fait des menées séparatistes associées à une participation directe des forces destructrices de l'État voisin, ces « vrais patriotes » encouragent ouvertement un séparatisme agressif, non seulement dans l'État voisin, mais également dans la Fédération de Russie elle-même.

Ce disant, la Douma de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie foule ouvertement aux pieds les normes et principes conventionnels du droit international et les nombreuses décisions d'instances internationales faisant autorité, dont le Conseil des chefs d'État de la Communauté d'États indépendants.

Le Ministre des affaires étrangères de la Géorgie souligne que l'adoption d'une telle déclaration constitue une tentative non dissimulée d'ingérence dans les

affaires intérieures d'un État, une atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Géorgie et vise à saboter le processus de règlement pacifique des conflits, compromettant de la sorte les récents efforts de la communauté internationale qui avaient amorcé une évolution constructive vers un règlement global des conflits.

Il est clair que la Déclaration de la Douma ne favorise pas le développement de relations de bon voisinage amicales, sur un pied d'égalité, entre les deux États, et contrecarre les tendances positives de coopération constructive qui s'étaient amorcées lors des dernières réunions entre les Présidents de la Géorgie et de la Fédération de Russie, ce que, bien évidemment, on ne peut que déplorer.

Tbilissi, 7 mars 2002
